

Un château (d'eau) pour Abu Jamal....

Les paysans de Khuza'a et d'Abasan, villages du sud-est de la bande
de Gaza,

et le mouvement de solidarité français.
(2016-2019)



Dossier préparé par Pierre Stambul, Sarah Katz et Mutasem Eleiwa

Projet coordonné avec constance par l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

Personnes contacts en France :

Pierre Stambul pierre.stambul@orange.fr
Sarah Katz sarah.claude50@gmail.com

Ce rapport rassemble les documents ayant jalonné trois années d'engagement auprès des paysans de Khuza'a et d'Abasan, dans la bande de Gaza. L'Union Juive Française pour la Paix en a été la cheville ouvrière inlassable, soutenue par tous vos dons individuels et épaulée par de nombreux comités de solidarité avec la Palestine et organisations de la vie civile.

Le rapport entrelace les appels et initiatives d'action lancés par l'UJFP et les comptes-rendus et analyses envoyés de Gaza par les acteurs sur le terrain. Six moments-clés retracent cette histoire, débouchant sur l'appel à ouvrir ensemble le septième volet, la création d'une pépinière pour transférer la production des semences aux paysans eux-mêmes.

Chaque chapitre peut être lu indépendamment, ce qui entraîne de nombreuses répétitions, mais est fidèle à la façon dont les acteurs ont vécu ces moments. En particulier, pour l'appel « une pépinière pour Khuza'a et Abasan » (chapitre 7), nous reprenons les textes envoyés de Gaza à l'été 2019 présentant les deux villages en lutte. Ce chapitre 7 peut ainsi être utilisé seul, comme outil de mobilisation. C'est notre espoir que vous vous en empariez !

I

Août 2016 :

L'UJFP lance l'appel: Construisons ensemble le château (d'eau) d'Abu Jamal

1) le contexte et l'appel

Cela se passe à Gaza, non loin de la barrière de séparation, à l'est de Khan Younis, au début des années 2010. Les paysans sont au travail sur leurs champs - sur ce que le tracé de la barrière de séparation leur a laissé de leurs champs : une mince bande de terres fertiles, entre les villages de Khuza'a et d'Abasan à l'ouest et, à l'est, derrière la barrière, une piste patrouillée par les jeeps militaires et les tanks israéliens. Ces terres agricoles bénéficient d'une nappe phréatique d'assez bonne qualité comparée à l'ordinaire de la bande de Gaza, où presque partout l'eau est salée et inconsommable : chaque mètre carré compte. Alors, entre la volonté d'Israël d'imposer unilatéralement une « zone tampon », zone interdite, prise à l'intérieur de la déjà minuscule bande de Gaza, et les paysans, c'est un combat inégal indéfiniment renouvelé.

Les paysans travaillent envers et contre tout. Les militaires sortent des jeeps, tirent à balle réelles sur les quelques tracteurs qui s'aventurent, sur les indispensables petits ânes, en direction des hommes, et parfois directement sur eux¹. Entre ces soldats et les paysans, les solidaires internationaux s'alignent, mains levées devant les balles lorsqu'ils sont mis en joue, appareils photos bien en évidence. Une dissuasion assez efficace : au cours de ces années les paysans gagnent mètre par mètre, fragile reconquête de leurs propres terres.



De la présence de ces volontaires (deux associations sœurs, International Solidarity Movement et Unadikum, concourent alors à maintenir un petit flux continu d'internationaux) est née une confiance réciproque qui explique largement le succès des opérations de solidarité relatées ici. La société civile à Gaza est tout sauf anémique : dans les zones agricoles se côtoient l'organisation traditionnelle des grandes familles enracinées à Gaza de très longue date (mokhtars), les structures étatiques territoriales (gouvernorats, les très vivantes municipalités), l'offre politique (toutes la large palette des partis politiques, des deux partis de gouvernement au Jihad Islamique et aux petits partis de la gauche laïque), ONG, certaines puissantes, d'autres minuscules, organisations professionnelles, comme par exemple l'UAWC, syndicat des travailleurs de la terre et de la pêche, membre de Via Campesina.

C'est du mokhtar de Khuza'a, Abu Jamal, que partira l'impulsion initiale. Nous sommes invités chez lui, le 1^{er} juin 2016². Cet homme très pieux reçoit inlassablement les solidaires, de quelques mouvances idéologiques qu'ils soient proches, pour exposer la situation des zones agricoles, déployant son aide pour faciliter les actions de soutien. Il revient, très en colère, d'une délégation de paysans partis exposer l'absolue nécessité d'une fourniture exceptionnelle d'électricité, de manière à pomper l'eau indispensable pour la sauvegarde de la récolte imminente. Les autorités de Gaza ont refusé. Il nous dira « Cela ne peut pas durer. Si le mot solidarité a un sens, agissez ».

document 1 : l'appel d'août 2016

document 2 : les travaux commencent le 1^{er} octobre 2016, communiqué de l'UJFP

document 3 : l'avancée des travaux en images

¹ Voir partie VI, document 14 : « Tirer sur les paysans au travail : il y a 6 ans (2013), les solidaires en appelaient déjà à la communauté internationale »

² Stambul, Pierre ; Katz, Sarah (2016). *Chroniques de Gaza : mai-juin 2016*, La Bussière : Acratie, 92 p.

Un projet UJFP : Urgence Gaza pour cultiver à Khuza'a, on a besoin de votre aide : construisons ensemble le château (d'eau) d'Abu Jamal

I. Le contexte

Gaza est sous strict blocus militaire depuis plus de 10 ans, par décision politique d'un État membre de l'ONU. Un million-neuf-cent mille personnes y sont enfermées. A peine interrompue par les vagues de bombardements meurtriers (grossièrement tous les deux ans), un peu d'aide institutionnelle parvient à ce morceau d'humanité concentrée entre barbelés et miradors modernes sur terre et navires de guerre sur mer : une agence spécialisée de l'ONU distribue de façon routinière une aide en nature, parcimonieuse, à ceux qu'elle a enregistrés, depuis plusieurs générations, comme réfugiés ; l'ensemble des agences onusiennes, un certain nombre de consulats, observent et publient des rapports. Les destructions, l'essence absente, l'électricité rare, le peu d'eau disponible menacée par l'envahissement imminent de la nappe phréatique, sont documentés. L'horreur continue.



II. Pour la survie, pour l'honneur, pour desserrer le collier de l'assistanat, les Gazaouis répondent : produire coûte que coûte.

La société gazaouie résiste, c'est à dire survit. Continue à faire jouer toutes ses ressources matérielles et humaines : étudier, enseigner, soigner, réparer, (re)construire, transformer, communiquer, commercer, pêcher, cultiver. Enfermée, marché captif au sens le plus brutal du terme, mais défendant bec et ongles jusqu'aux plus fragiles zones d'indépendance.

Dans cette lutte, la terre est un enjeu essentiel. Les villages amputés cultivent, sous les balles s'il le faut, ce qui leur reste de terrains. Dans le tissu semi-urbain se nichent les vergers, sur les terres ouvertes jouxtant les grilles de la cage, les paysans ont installé des maraichages, aussi loin que possible, puis des céréales, qui demandent peu de présence et exposent donc moins les cultivateurs aux tirs - sauf aux périodes cruciales des semailles et des récoltes.



Le village de Khuza'a au sud-est de la bande de Gaza est un exemple de cette lutte des paysans pour la mise en valeur de la terre. Depuis de nombreuses années, en lien avec les solidaires internationaux, ils regagnent mètre par mètre les terres interdites de la zone tampon. Ils remettent encore en culture les champs défoncés par les tanks pendant l'été 2014. Familles de cultivateurs, associations, municipalité, militants politiques, chefs traditionnels (mokhtars), tous sont arcbutés dans le refus des friches et de l'assistanat.



III. La bataille de l'eau et la demande du mokhtar Abu Jamal : un château d'eau pour Khuza'a

Khuza'a a la volonté, l'expertise, l'obstination. Khuza'a a une bonne nappe phréatique. Mais la récolte 2016 a été ruinée par l'incapacité d'irriguer au moment crucial du mûrissement : la fourniture d'électricité réduite à 4 heures par 24 heures empêche de remonter l'eau des forages sur une durée compatible avec les besoins des plantes. Le mokhtar Abu Jamal avait pris la tête d'une délégation du village auprès de la puissance publique de Gaza, demandant un allongement exceptionnel de la fourniture d'électricité. Devant l'échec, il en appelle au mouvement de solidarité avec un projet simple : stocker l'eau en hauteur, pour la rendre disponible au moment où elle est indispensable.



IV. Le château d'eau pour Khuza'a : en pratique

1) le projet : réaliser un château d'eau rustique, permettant que l'eau soit relevée aux moments où l'électricité est fournie, et disponible pour les cultivateurs 24h/24.

Le forage effectué par Abu Jamal est de qualité, capable de produire un débit important : 70 à 80 familles pourraient irriguer leur terre à partir de ce point.

Singularité par rapport à la situation des terrains plus proches de la mer, l'eau est douce, presque buvable, excellente pour la culture.

La zone est essentiellement plate, la hauteur nécessaire pour un stockage de l'eau efficace est estimée de 12 à 13 mètres.

Le coût de l'opération est estimé à 13 000 US\$.

Ce coût est essentiellement tributaire du coût des matériaux.

2) L'Union Juive Française pour la Paix ouvre sur son site un bouton Paypal intitulé : solidarité Gaza, destiné à recevoir vos contributions pour le château d'eau.

Elle va s'adresser aussi à de nombreuses associations susceptibles de contribuer à ce projet.

Nous comptons sur vous : il y a urgence à trouver cette somme dans les plus brefs délais.

Nous vous tiendrons au courant régulièrement de l'évolution de la collecte.

3) Les deux personnes contacts sont Sarah Katz et Pierre Stambul. Vous pouvez nous joindre à l'adresse mail suivante : chateauaugaza@gmail.com

document 2 : les travaux commencent en octobre 2016

Les travaux du château d'eau de Khuza'a ont commencé

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP - Date de mise en ligne : dimanche 2 octobre 2016

En plein mois d'août, l'UJFP a relayé l'appel du mokhtar Abu Jamal de Khuza'a.

Khuza'a est un village de 15000 habitants situé dans la "zone tampon" de la Bande de Gaza. Pendant le massacre de Bordure Protectrice, le village a été occupé, ses habitants blessés, tués ou chassés de chez eux, les habitations et les installations pulvérisées, les terres rendues inutilisables.

Dès le cessez-le-feu, les paysans ont remis en état les terres et recommencé à cultiver. Ils refusent de devenir des assistés et veulent pouvoir nourrir la population. Il y a de l'eau à Khuza'a mais, à cause des incessantes coupures d'électricité, elle ne peut pas être pompée aux moments où elle est indispensable pour ne pas perdre les récoltes.

D'où la nécessité de construire un château d'eau.

L'appel du mokhtar Abu Jamal relayé par l'UJFP a dépassé toutes nos espérances. Il nous fallait 13000 dollars soit un peu plus de 12000 euros, nous en avons recueilli près de 20000.

Les dons sont venus pour moitié de militant-e-s pour la Palestine, de simples citoyen-ne- touché-e-s par la situation à Gaza ou de personnalités. L'autre moitié est venue de très nombreuses associations locales ou nationales et de syndicats qui défendent tous les jours les droits du peuple palestinien.

C'est dire si, absente des médias français et des préoccupations gouvernementales, Gaza est présente dans les coeurs et dans le mouvement de solidarité.

Déjà 12000 euros sont arrivés à Khuza'a et les travaux ont commencé le 1er octobre.



Pour la somme restante, les besoins de Khuza'a sont immenses (la clinique a été détruite, il manque des puits, beaucoup de familles n'ont toujours pas de maisons en dur) et les habitants de Khuza'a décideront comment utiliser l'argent de la solidarité.

Nous suivrons leur projet et vous en tiendrons informés...

Nous vous joignons une photo du mokhtar Abu Jamal le premier jour des travaux.

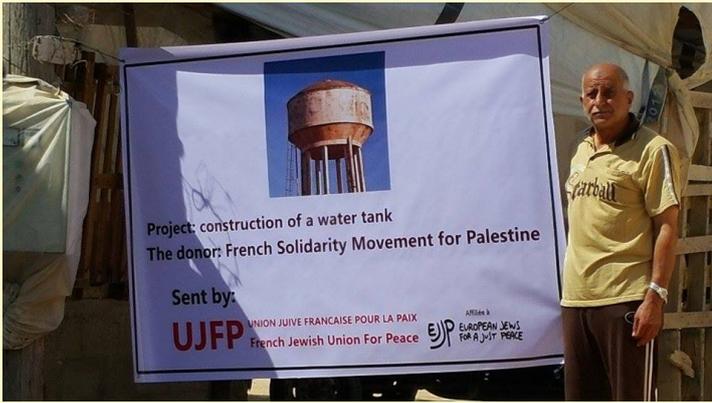
Nous vous tiendrons au courant de l'évolution des travaux et de la mise en eau.

Encore merci à tou-te-s,

Le Bureau National de l'UJFP, le 2 octobre 2016



document 3 : l'avancée des travaux en images



Les travaux démarrent le 1er octobre 2016

jour 1

jour 3 : première coulée



..une semaine de travail

... jour 9



au 13ème jour, la structure est debout

au 5 décembre, seule la couverture extérieure reste à



terminer

2) Inauguration, 20 décembre 2016

Le château d'eau est inauguré le 20 décembre 2016. Les responsables des deux municipalités de Khuza'a et d'Abasan, le gouvernorat de Khan Younis représenté par son gouverneur, sont présents. A notre grande fierté, nous entendrons résonner le mot « Yahoud », l'UJFP étant chaleureusement remerciée. « Yahoud », devenu dans la résistance contre l'étreinte coloniale sinistrement synonyme d'« armée israélienne », enfin prononcé dans un contexte de solidarité !

L'importance, pour les agriculteurs, « dans cette zone, longeant la ligne de séparation, zone où les puits ont été systématiquement détruits par les forces d'occupation », du projet coordonné par l'UJFP, est soulignée par tous les orateurs :



Le gouverneur de Khan Younis, M. Ahmad Achibi, insiste sur la nécessité de prêter la plus grande attention aux projets liés à l'eau, et la nécessité de soutenir les agriculteurs dans leur persévérance à prendre soin de leurs terres.

Le directeur du département de l'agriculture à Khan Younis, M. Kamal Abou Chamala, souligne le besoin de soutien pour les agriculteurs dont les terres ont été ravagées par les forces d'occupation israéliennes [lors de l'attaque de l'été 2014] et s'affirme confiant que le projet inauguré diminuera les problèmes prévisibles liés à l'eau d'irrigation dans le future proche.

Le maire de Khuza'a, M. Shehdeh Abu Rook salue la contribution de l'UJFP au développement de l'irrigation, alors qu'Abasan et Khuza'a font partie des zones agricoles les plus importantes dans la bande de Gaza, et que les deux villages souffrent de destructions répétitives de leurs champs.

Une adresse de l'UJFP, au nom du mouvement de solidarité français, à l'attention des paysans, est lue par le responsable gazaoui du projet, M. Mutasem Eleiwa.

Concluant l'évènement, M. Abu Jamal (Abde-Nasser Abou Teima, mokhtar de la famille Abou Teima), trace déjà les pas nécessaires à venir : la zone aura besoin d'une installation de désalinisation, et de moyens pour contourner la pénurie d'électricité.

document 4 : l'échange de lettres avec Monsieur le consul Pierre Cochard, demandant la protection des autorités française pour le château d'eau

document 4 : l'échange de lettres avec Monsieur le consul Pierre Cochard, demandant la protection des autorités françaises pour le château d'eau, page 1

Pierre Stambul, co-président de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP)
27 promenade du grand large
13007 Marseille
e-mail : pierre.stambul@orange.fr

Sarah Katz
15 allée de la Vigne
92350 Le Plessis Robinson
e-mail : sarah.claude50@gmail.com

à

Monsieur Pierre Cochard, consul général de France à Jérusalem
Copie à :
Madame Minh-di Tang, consule adjointe
Monsieur Hervé Magro, précédemment consul général
Monsieur Anthony Bruno, directeur de l'Institut Français de Gaza
Bureau National de l'UJFP

mercredi 9 novembre 2016

Monsieur le consul

Dans le cadre de "Éducation et Partage Solidaire", et grâce à une coordination entre le consulat de France à Jérusalem et les autorités israéliennes, les sous-signés ont séjourné dans la bande de Gaza du 23 mai au 9 juin 2016.

"Éducation et Partage Solidaire" se veut d'abord un outil d'aide aux séjours des citoyens solidaires sur le sol de Gaza, nécessaires pour que le mouvement de défense des droits des Palestiniens en France soit continu et précisément informé. Sur cette base, "Éducation et Partage Solidaire" veut répondre aussi à l'interrogation qui surgit toujours lors d'un séjour à Gaza : Que faire immédiatement ?

Conformément à ce à quoi nous nous étions engagé-e-s, plusieurs projets de solidarité concrète ont vu le jour à la suite de notre séjour : une coopération entre la formation des maîtres à Gaza (universités Al Quds et université de Gaza) et l'ESPE de Marseille, une coopération entre l'équipe de soutien psychologique de l'hôpital Shifa à Gaza et "Médecins du Monde".

Le projet le plus notable est en voie d'achèvement. L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a lancé une collecte à laquelle ont répondu aussi bien de grosses associations que de nombreux citoyens ordinaires. Elle a envoyé une somme importante dans le village de Khuza'a pour la construction d'un château d'eau destiné à permettre à 80 familles d'agriculteurs d'irriguer leurs terres. La construction est presque achevée à l'heure où nous vous écrivons. Nous vous transmettons quelques photos.

Notre lettre a deux buts.

1) La réponse rapide des contributeurs a montré l'intérêt que les citoyens français portent au droit des paysans gazaouis de cultiver leur terre. L'irrigation est un moment crucial pour l'exercice de ce droit. Le château d'eau, réponse simple, pacifique et écologique, est un équipement dont la construction coûteuse était absolument nécessaire. C'est un don des citoyens français, nous demandons à notre administration de le protéger.

Vous savez comme nous que l'armée israélienne a très souvent détruit tout ce qui permet à la population de Gaza de produire et de ne pas vivre en assistée. Nous vous demandons donc d'avoir une attention particulière pour ce château d'eau, par exemple en envoyant le personnel diplomatique français de Gaza à Khuza'a pour voir le château d'eau et prendre contact avec ses utilisateurs.

2) D'autre part, quand nous avons rendu compte à Madame la consule adjointe de notre séjour à Gaza, il nous a été répondu que le consulat réfléchissait à une nouvelle procédure pour que des volontaires français solidaires de la Palestine puissent se rendre à nouveau à Gaza. Nous vous demandons donc quelle procédure a été choisie.

En vous remerciant de votre attention et en attendant votre réponse

Veillez agréer, monsieur le consul, l'assurance de nos sentiments distingués.

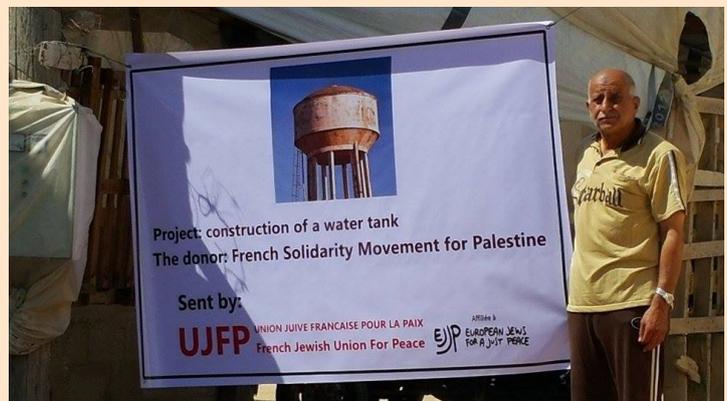
Sarah Katz, volontaire ISM-Gaza et Unadikum (2011-2014), Pierre Stambul, coprésident de l'UJFP

PS : Pour information, vous trouverez l'appel pour le château d'eau lancé par l'UJFP sur le site de cette organisation : <http://www.ujfp.org/spip.php?article5069&lang=fr>

Nous ne l'avons pas inclus pour ne alourdir ce mail, mais bien sûr nous vous l'envoyons si vous le souhaitez

PJ :

1) les premiers terrassements commencent le 1er octobre 2016



2) Au 31 octobre, toute la structure est sortie de terre

document 4 : l'échange de lettres avec Monsieur le consul Pierre Cochard demandant la protection des autorités française pour le château d'eau page 3

Réponse de Monsieur le consul Pierre Cochard

De COCHARD Pierre
à Sarah Katz
Minh-di Tang
Anthony Bruno
MAGRO Herve

Madame,

Je vous dois des excuses pour avoir laissé sans réponse vos messages successifs. Comme vous l'avait dit mon adjointe, Minh-Di Tang, nous avons bien noté la réalisation grâce au soutien de l'UJFP du château d'eau de Khuza'a. Je comprends tout à fait que celui-ci soit vu comme un geste d'amitié de la France en direction de Gaza et des Palestiniens et c'est une raison supplémentaire pour nous de vous en être reconnaissants.

Les consignes de sécurité qui s'appliquent aux agents du consulat nous permettent de nous rendre à Gaza où nous avons un centre culturel et où nous travaillons en liaison avec certaines ONG locales mais pas à Khan Younis, où l'on nous indique d'ailleurs une situation en ce moment assez tendue avec des règlements de compte entre factions.

Nous ne pourrions donc pas assurer une présence officielle française sur place le 22 décembre. Dès que les conditions locales nous le permettront, nous essaierons, moi-même ou mes collaborateurs, d'aller sur place et vous tiendrons au courant des suites de votre action.

Bien cordialement à vous

Pierre Cochard
Consul général de France à Jérusalem

document 4 : l'échange de lettres avec Monsieur le consul Pierre Cochard demandant la protection des autorités française pour le château d'eau page 4

Nous lui répondons alors:

Monsieur le Consul

Tout d'abord nos sincères remerciements pour votre réponse prompte et claire.

Nous la lisons comme un vrai encouragement pour le mouvement de solidarité de la société civile française avec la population de Gaza.

Nous croyons peut-être utile de résumer très sommairement ici (nous l'avions déjà fait auprès de Madame la consule adjointe lors des deux séjours à Gaza de ce printemps, et vous en trouvez bien sûr aussi une expression dans le petit livre publié cet été "Chroniques de Gaza, mai-juin 2016") le résultat de nos observations sur le terrain : à aucun moment, ni comme solidaires françaises et français, ni comme membre et co-président de l'Union Juive Française pour la Paix, nous n'avons été en danger de la part de la population en arpentant la bande de Gaza. Utilisant les taxis collectifs du nord au sud de la bande, acceptant les invitations dans des familles ou chez des responsables locaux, avec des universitaires, de simples pêcheurs, des paysans, en interview avec de hauts responsables de tous les partis politiques comme avec les mokhtars traditionnels ou les responsables d'associations, minuscules ou puissantes : nous n'avons jamais eu à faire face à l'expression d'agressivité, bien au contraire.

Nous comprenons évidemment que la sécurité des officiels obéisse à une logique différente. Nous ne sommes pas compétents sur ce sujet, pour lequel nous nous reposons avec confiance sur vous.

Mais nous voulons témoigner :

- de la soif de reconnaissance des Gazaouis, reconnaissance essentielle à leur résilience constructive,
- du fait que la mort à Gaza vient par le ciel, les tanks, les tours automatiques ou les vedettes. Pour le dire volontairement brutalement, quand la mort vient, elle vient d'Israël.
- Rien n'est plus éloignée de la vie à Gaza que l'image d'une terre d'affrontement entre factions. - La lutte politique est vive, des incidents graves peuvent l'émailler. Mais l'étonnante robustesse de la société civile permet que l'on soit (encore ?) à 100 lieues de l'anomie.

Très respectueusement, Sarah Katz et Pierre Stambul

II

Automne 2017:

9 mois après l'inauguration

En septembre 2017, le responsable gazaoui et cheville ouvrière du projet, M. Mutasem Eleiwa, nous envoie un rapport précis des neufs premiers mois de fonctionnement. Il joint les paroles des principaux concernés. Extraits :

Le contexte humain

Le village de Khuza'a est situé à l'est de la ville de Khan Younis, dans la partie sud de la bande de Gaza, en bordure de la Ligne Verte de 1948. Le village s'étend approximativement sur 4 km², et sa population avoisine 11 000 habitants. La plus grande partie de ces habitants sont des réfugiés, déracinés et chassés de leurs terres et maisons en 1948, de la ville de Jaffa elle-même ou des exploitations agricoles à l'est de cette ville. Le village de Khuza'a est renommé pour son agriculture, à cause de la fertilité de son sol.

Les données chiffrées

L'UJFP a organisé le financement de la construction, il y a 9 mois, d'un château d'eau sur les terres de Khuza'a. Le projet a vu le jour à la suite de nombreux appels de la part des paysans. Le château d'eau s'élève à 2 135 mètres de la barrière de séparation (« ligne verte » de 1948). Il atteint 17 mètres de haut et a une capacité de 107 000 litres d'eau. Il faut 3 heures pour le remplir – ce qui est réalisé deux à trois fois par jours, en tirant parti de la fourniture d'électricité (4 à 6 heures par 24 heures) . Le château d'eau a été ainsi rempli plus de 600 fois depuis sa mise en service. Il irrigue environ 300 dunums³ (30 hectares), soit les terres de plus de 35 familles, soit quelques 350 personnes.

Ce qu'en disent les concernés : L'irrigation par gravité permet le maraîchage

Abu Jamal Abu Taima, qui a offert son forage pour alimenter le château d'eau, dit avec force que la construction du château d'eau a été essentielle pour les paysans de ce secteur. Il constitue une aide très importante : à cause de sa hauteur (17 mètres au dessus du sol), l'eau atteint l'ensemble des terres visées sans besoin de force électrique supplémentaire. L'un des paysans ajoute que la construction du château d'eau a été la meilleure chose qui soit arrivée aux paysans de ce secteur. Un autre explique que les fermes tirent de meilleurs revenus de la culture des légumes, en comparaison avec le blé, le seigle ou les lentilles (cultures saisonnières), mais qu'auparavant ils ne pouvaient ou n'osaient pas se lancer dans cette activité, à cause du manque d'eau – maintenant c'est possible. Et un troisième précise que le problème du maraîchage de légumes n'était pas seulement le manque d'eau, mais aussi son prix de mise à disposition, qui écrasait les paysans parce que les légumes ont continûment besoin de beaucoup d'arrosage : avec le château d'eau les paysans peuvent fournir la quantité d'eau nécessaire à chaque instant, au seul prix du volume écoulé.

Le futur immédiat, consolider l'aide pour élargir le nombre de bénéficiaires :

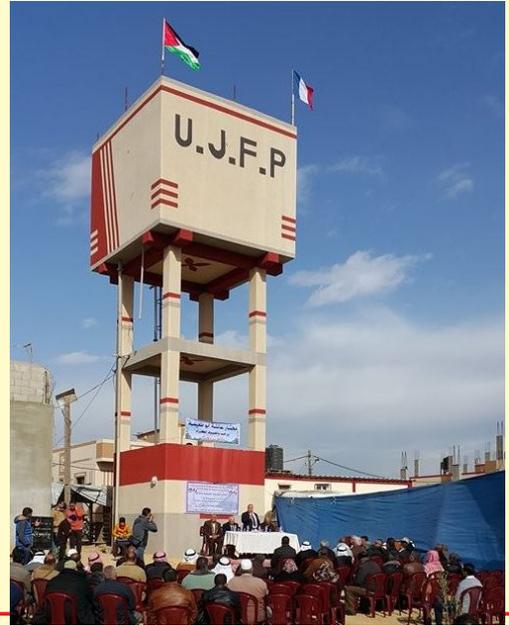
Des paysans dont les terres touchent la barrière de séparation en ont appelé à des institutions et associations internationales pour une aide à la construction d'un réseau de canalisations permettant de relier également au château d'eau ces terres en manque d'eau. Le maire de Khuza'a, M. Shehdeh Abu Rook, salue le projet pour son importance pour l'agglomération et pour les agriculteurs. Il en appelle également aux institutions locales et internationales pour venir en aide aux paysans de Khuza'a, comme l'a fait l'UJFP.

Document 5 : Le point sur le projet publié pour la fête de l'Humanité, septembre 2017

A l'été 2016, quelques semaines avant la fête précédente, l'UJFP vous lançait un appel urgent:

Un projet UJFP : Urgence Gaza
pour cultiver à Khuza'a, on a besoin de votre aide :
construisons ensemble le château (d'eau) d'Abu Jamal

Aujourd'hui, un an plus tard, ce château d'eau
fonctionne!



Les travaux se sont révélés beaucoup plus coûteux que prévus, car il n'a pas été possible d'obtenir le ciment en particulier autrement qu'au marché noir, dû à la pénurie féroce imposée par l'occupant.

Mais nous sommes heureux et fiers de pouvoir, à cette fête 2017, vous donner les nouvelles du château d'eau, qui s'élève maintenant face à la barrière de séparation :

La souscription lancée par l'UJFP a permis de collecter 21 700 euros qui ont été envoyés à Khuza'a. L'inauguration a eu lieu le 20 décembre 2016. L'UJFP a été publiquement et longuement remerciée et le sigle UJFP figure en haut du château d'eau. Le consul de France à Jérusalem, prévenu, avait refusé de venir à l'inauguration mais il avait salué le projet.

Le château d'eau est à 2 Km de la barrière. Il mesure 17 m de haut et a une capacité de 107 000 litres. Il peut être rempli en 3 heures. Avec la pénurie d'électricité (de 4 à 6 heures par jour), il a été rempli déjà environ 600 fois. Il permet d'irriguer environ 30 ha et 35 exploitations (350 personnes) en profitent. Pour les agriculteurs, le château d'eau a permis de remplacer le blé, l'orge et les lentilles par la culture des légumes beaucoup plus nécessaire et rémunératrice. Les agriculteurs, le mokhtar et le maire sont ravis. Ceux dont les exploitations sont plus proches de la frontière cherchent un financement pour pouvoir se raccorder au château d'eau et irriguer aussi leurs terres.

III

Janvier 2018:

Extension du réseau

De nombreuses discussions vont avoir lieu parmi les paysans à partir du succès du système d'irrigation basé sur le château d'eau, pesant les possibilités de creuser de nouveaux puits pour les terres assoiffées plus éloignées du château d'eau. Elles vont finalement conclure à la priorité à donner à l'extension du réseau de canalisations branchées sur le château d'eau, le bon débit du forage initial et la possibilité de réhabiliter des canalisations abandonnées permettant d'atteindre les terres les plus proches de la barrière de séparation, très fertiles mais très exposées, en grand besoin d'irrigation.

Suivant la demande des agriculteurs, l'UJFP lance le deuxième appel : *Gaza : Adduction d'eau sur les terres agricoles jouxtant la barrière de séparation. Projet : multiplier par trois le nombre d'exploitations agricoles reliées au château d'eau de Khuza'a*

Le succès du deuxième appel de l'UJFP est remarquable : en quatre mois, les fonds nécessaires seront levés et presque quatre mille cinq cents mètres de canalisations seront implantés, équipés de nœuds de raccordement permettant à quelques 100 fermes de se raccorder.

Les travaux démarrent immédiatement après le lancé de l'appel, de manière très volontariste, avec des jeunes décidés à donner leur temps et leurs efforts, que la qualité de la collecte permettra heureusement in extremis de dédommager. Les gilets de travail, et la petite pelle mécanique qui viendra épauler le chantier, portent très significativement le signe UJFP, alors que le tracé s'approche de la barrière de séparation.

Les travaux sont presque achevés quand se déclenchent (30 mars 2018) les "grandes marches du retour", puissantes manifestations qui seront au fil des semaines terriblement réprimées. La cérémonie d'inauguration, le 12 mai, en présence des maires, du gouverneur de Khan Younis et de plusieurs personnalités, verra se renforcer la parole autonome des agriculteurs, leur représentant se permettant des paroles dures contre le manque de soutien réel des autorités de Gaza pour l'activité des paysans : " Il faut que ce soit une association juive française qui réalise cette aide !"

C'est une très jeune fille qui lira crânement l'adresse de l'UJFP à la cérémonie.

Mena Qudaih, je la connais bien, je l'ai vue grandir, souvent invitée dans la maison de ses parents, dont la terrasse permet de contempler le village de Khuza'a, à l'issue du travail de protection dans les champs. La petite fille riieuse, très bonne élève, est devenue une adolescente investie auprès de son peuple, qui rêve de devenir journaliste.

Sarah Katz

Document 6 : Deuxième appel de l'UJFP, 2 janvier 2018

Document 7 : 13 mai 2018, les objectifs sont atteints

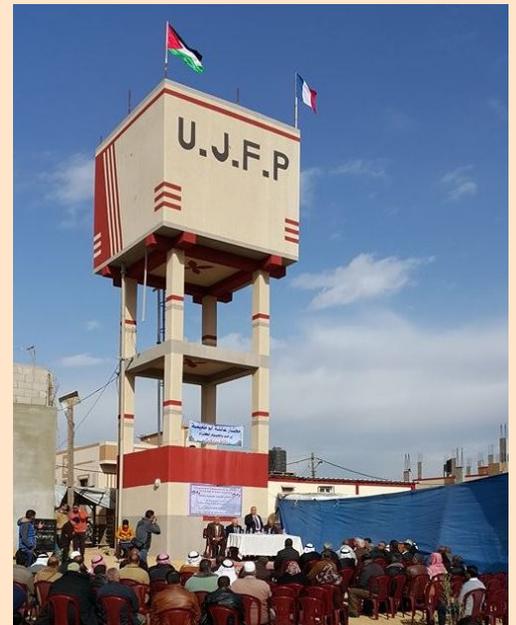
Gaza : Adduction d'eau sur les terres agricoles jouxtant la barrière de séparation
Projet : multiplier par trois le nombre d'exploitations agricoles reliées au château d'eau de Khuza'a
coût estimé du projet : 15000 euros

1) L'honneur des paysans gazaouis : cultiver coûte que coûte

Le projet de château d'eau a été élaboré par les paysans travaillant sur les terres au sud-est des villages de Khuza'a et d'Abasan. Bonnes terres agricoles, situées sur une des rares nappes phréatiques encore non envahie d'eau de mer, elles peuvent faire vivre ces deux villages, et les villageois n'ont jamais abandonné leurs cultures. Mais non seulement elles sont régulièrement sous le feu des soldats patrouillant le long de la barrière de séparation, mais la pénurie d'électricité rend le système d'irrigation aléatoire, menant à la perte de récoltes entières. Défendu par ces agriculteurs obstinément pendant plusieurs années, le projet de château d'eau, permettant une irrigation par gravité, a enfin abouti en 2016, porté par un appel à souscription de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP). La mise en commun des efforts d'associations, de personnalités, de comités Palestine locaux (France, Belgique, Luxembourg et Suisse), de syndicats, et de très nombreux dons individuels, a permis de rassembler les 21700 euros nécessaires

2) Mis en eau en décembre 2016, le château d'eau dessert actuellement 35 exploitations agricoles sur les territoires des deux villages de Khuza'a et d'Abasan.

Le château d'eau s'élève à 2 150 mètres de la barrière de séparation (« ligne verte » de 1948). Il atteint 17 mètres de haut et a une capacité de 107 000 litres d'eau. Il faut 3 heures pour le remplir – ce qui peut être réalisé deux à trois fois par jour, en tirant parti de la fourniture d'électricité (celle-ci est non seulement insuffisante, mais irrégulière : à l'automne 2017, l'électricité était disponible en moyenne entre 4 et 6 heures par 24 heures, mais pouvait aussi être inexistante pour 48 heures). Le château d'eau a ainsi été rempli plus de 600 fois durant ses premiers neuf mois de fonctionnement. Il irrigue environ 300 dunums (30 hectares), soit les terres de plus de 35 familles. Ces 35 familles totalisent 245 personnes, auxquelles il faut ajouter quelques 40 travailleurs agricoles vivant hors du village de Khuza'a, et dont dépendent directement environ 105 personnes : ce sont actuellement 350 personnes qui bénéficient du fonctionnement du château d'eau.



3) Les exploitations situées en limite des terres actuellement bénéficiaires demandent leur raccordement. En réalisant un système d'adduction d'une longueur de 3 300 mètres entre le château d'eau et la barrière de sécurité, il est possible d'irriguer quelques 600 dunums (60 hectares) supplémentaires, c'est-à-dire raccorder une centaine de familles. Ces terres sont essentiellement situées dans le quartier Al-Fakhari de la municipalité d'Abasan, une autre partie étant sur les terres de Khuza'a. À la demande des paysans, un chiffrage a été réalisé et les techniciens évaluent le projet total à 22 000 dollars. Mais ce projet peut profiter de conduites installées il y a quelques années sur 800 mètres, et non finalisées, l'association à l'initiative n'ayant pu assurer le suivi. En réhabilitant ce matériel, on réduit le coût du projet : l'estimation finale du projet ici proposé est alors de 17 500 dollars (15 000 euros).

L'UJFP se tourne à nouveau vers vous individuellement, et va s'adresser aussi à de nombreuses associations susceptibles de contribuer à ce projet. Comme nous l'avions fait pour le château d'eau, nous ouvrons une campagne de crowdfunding via HelloAsso.

CANALISATIONS DANS LA BANDE DE GAZA: OBJECTIF ATTEINT!

Après le succès de la collecte de 2016 qui avait permis la construction s'un château d'eau à Khuza'a dans la bande de Gaza, la souscription lancée par l'UJFP en janvier 2018 pour raccorder une centaine de fermes supplémentaires à ce château d'eau a été couronnée de succès.

15 000 euros ont été envoyés et la cérémonie d'inauguration des 4 400 m de canalisations ainsi achetées et installées a eu lieu le samedi 12 mai en présence de nombreux paysans et personnalités (trois maires, le gouverneur de Khan Younis, les mokhtars...).



L'UJFP remercie très vivement les très nombreuses personnes et associations qui ont permis le succès de cette action de solidarité avec les paysans de la bande de Gaza qui aspirent à vivre dignement et à pouvoir nourrir la population.

Nous allons donc clore maintenant la collecte.

Quelques informations supplémentaires.

Nous allons avoir plus d'argent que le coût initial du projet. Cette somme supplémentaire sera utilisée à rétribuer ceux qui ont travaillé bénévolement pour que le chantier puisse être achevé avant le ramadan.

Point très important, elle va permettre aussi de baisser encore le prix du m³ d'eau facturé aux paysans : l'eau du château d'eau est déjà très sensiblement meilleur marché que l'eau publique ou privée, le mokhtar à l'origine du projet, et qui a effectué le forage sur ses terres, s'efforçant de la maintenir au prix coûtant (il faut une machine puissante et de l'électricité pour remonter l'eau de la nappe souterraine). Prendre en charge ces frais devrait permettre de s'approcher de la gratuité, une demande pressante des paysans.

Nous allons publier sur notre site dans quelques jours un compte-rendu détaillé de la cérémonie d'inauguration avec vidéos et traductions. Certains discours sont impressionnants et témoignent des liens très forts noués à un moment où la situation à Gaza est chaque jour plus grave.

En attendant ce document, voici la déclaration de l'UJFP lue en arabe lors de cette inauguration par une jeune fille de 13 ans, Mena Qudaih .

Déclaration de l'Union Juive Française pour la Paix (12 mai 2018)

Le mouvement de solidarité française et l'UJFP savent ce que vous endurez : occupation, colonisation, apartheid, blocus, crimes de guerres et crimes contre l'humanité, commis par le gouvernement sioniste d'Israël.

Nous saluons les manifestations pour le retour. Le peuple palestinien a été expulsé, il a le droit de retourner sur ses terres.

À Khuza'a et à Abasan, les paysans veulent essentiellement pouvoir cultiver, pouvoir vivre dignement, et pouvoir nourrir la population de Gaza.

Certains d'entre nous sont venus ici et ont le souvenir ému de votre hospitalité et de votre chaleur humaine.

Pour nous, l'UJFP, la solidarité avec la Palestine est une nécessité. Votre cause est celle de toute l'humanité qui souhaite la justice et l'égalité des droits.

Nous espérons qu'un jour, les dirigeants israéliens seront jugés par la Cour Pénale Internationale pour leurs crimes.

Nous espérons qu'un jour, nous reviendrons chez vous voir le château d'eau et partager vos délicieux repas dans un Gaza libéré du blocus et dans une Palestine libre.

IV

Printemps Automne 2018

Le paysan qui cultive en situation de blocus, sous les conditions d'un siège militaire donc, ressemble à un nageur qui doit composer avec l'immense force de la mer : aucun répit ne lui est accordé, il doit affronter chaque rouleau l'un après l'autre, et si une des vagues le déstabilise, la suivante le noiera.

Le château d'eau érigé au dessus de son puits est décrit par le mokhtar Abu Jamal comme « son bien le plus précieux »⁴, et le réseau de canalisations qui s'y alimentent, servant maintenant une centaine de fermes, irrigant leurs terres jusqu'à proximité de la barrière de séparation, est considéré par les bénéficiaires comme une aide inestimable. Alors tout le monde peut souffler ? Pas du tout.

Il faut comprendre que les agriculteurs, à l'heure actuelle à Gaza, comme l'immense part de la population gazaouie, ne disposent d'aucun « arrière » : ni protection institutionnelle, ni réserve financière. Ils sont en général propriétaires de leurs terres, une petite partie étant ouvriers agricoles. Ils ont le savoir-faire, et une immense volonté de ne pas abandonner la culture. Et c'est tout.

Au printemps :

1) la poursuite de la dégradation de la fourniture d'électricité par le réseau de distribution impose de considérer l'accès aux énergies alternatives.

Le réseau ne délivre plus que quelques heures d'électricité par 24 heures, au moment où le triplement du nombre de fermes raccordées imposerait de le remplir plusieurs fois par jour. À Gaza, le recours aux panneaux solaires est une solution d'évidence. Le blocus la rend très difficile, mais pas impossible, à mettre en œuvre. Le projet fera établir divers devis. Devant le montant nécessaire, nous UJFP ne nous sentons pas capable de nous lancer dans la bagarre. Le projet se tournera alors vers de grosses ONG, et vers les deux gouvernements palestiniens. L'acharnement des paysans arrachera la promesse du ministère de l'agriculture gazaoui de fournir les panneaux nécessaires. En encadré, le rapport résumant cet épisode envoyé par le responsable gazaoui du projet (24 juin 2018, traduction Sarah)

Quand l'extension du réseau de canalisation jusqu'aux terres en bordure de la frontière a été achevée, rendant possible d'irriguer ces champs, les paysans se sont inscrits par dizaines pour se raccorder et utiliser l'eau du château d'eau, qui s'est trouvé trop sollicité, conduisant à réduire la part des premiers utilisateurs. Les paysans ont demandé une solution à ce problème.

J'ai demandé au mokhtar Abu Jamal d'organiser un meeting avec les représentants des paysans, nous avons débattu et sommes tombés d'accord sur le fait que le problème était la disponibilité insuffisante d'électricité, empêchant de remplir la tour en permanence.

Nous avons considéré que la meilleure solution était de se tourner vers l'énergie solaire pour faire fonctionner la pompe, et nous avons recherché des institutions ou organisations pouvant fournir des panneaux solaires. Nous en avons démarché plusieurs, parmi lesquelles la fondation MAAN, l'association CARE Italie, et l'Union des comités des travailleurs de la terre (UAWC).

Le ministère de l'Agriculture nous a répondu qu'une commission allait visiter le forage, pour vérifier qu'il remplit les spécifications exigées par le ministère en terme de puissance de la pompe, de hauteur et de capacité du château d'eau, de nombre de fermes bénéficiaires et de surface de terres agricoles irriguées.

Lorsque la commission a examiné le forage, le château d'eau, et interrogé les paysans bénéficiaires sur l'efficacité du projet et sur les montants indiqués dans le dossier soumis au ministère, elle a approuvé l'inclusion du château d'eau dans la liste des équipements devant bénéficier de panneaux solaires. Nous pensons que c'est un grand succès, mais nous ne savons pas quel sera le délai d'attente.

Une relative amélioration de la fourniture d'électricité permet de composer avec le délai pour obtenir des panneaux solaires. Cela devrait être réalisé cet été. Espérons.

Dernière nouvelle, 20 juillet 2019: les panneaux solaires vont être implantés, le chantier vient de démarrer!

Décidés et unis, les paysans viennent d'obtenir un magnifique succès. C'est une installation importante qui est en train d'être déployée (voir partie V, *document 12 : Les panneaux solaires arrivent, 20 juillet 2019*)

2) Sur ce micro territoire se vérifie la loi économique implacable : la disponibilité de la ressource n'est pas le seul paramètre, intervient de manière cruciale la possibilité effective de l'accès à cette ressource – en l'occurrence, le prix du mètre cube d'eau. Au dessus de 1 NIS (shekel, désignation officielle ILS – c'est bien sûr la monnaie de l'occupant qui a cours à Gaza) par m³, il n'est plus possible aux fermiers les plus vulnérables d'irriguer leurs champs. Grâce au succès de la collecte, l'UJFP pourra mettre en place un envoi mensuel à partir de juin 2018, pour maintenir ce prix à 0,8 NIS, montant demandé par les paysans, tout en assurant que le propriétaire du forage, le mokhtar Abu Jamal, rentre dans ses frais de fonctionnement (électricité pour mouvoir la pompe, et entretien du moteur).

L'UJFP écrit alors à nos compagnons gazaouis :

Le bureau national de l'UJFP est parfaitement d'accord pour utiliser le reste de l'argent collecté (5 à 6 000 euros) pour mettre en place un envoi mensuel à Abu Jamal de manière à maintenir le prix du mètre cube d'eau à 0,8 NIS. Au moins deux années peuvent être assurées si tout l'argent est engagé là.

(28 mai 2018)

À l'automne : quand la pauvreté gagne.

Parmi les obstacles majeurs qui menacent le très fragile équilibre économique des exploitations agricoles, l'état général de la population, et donc son pouvoir d'achat, est l'élément en définitive essentiel. La Palestine n'a pas, sauf exception rarissime, l'autorisation d'exporter quoi que ce soit (longtemps interdiction de fait, transformée par les accords d'Oslo en interdiction légalisée incluse dans les accords), et Gaza n'a pas le droit d'envoyer des produits en Cisjordanie : le seul débouché est le marché local. Les besoins étant immenses (deux millions de consommateurs potentiels), la vente des produits devrait être assurée. Sauf si le pouvoir d'achat s'effondre complètement, ce qui est le cas cet automne-là. L'ossature financière de la population à Gaza, ce sont les revenus des employés des différentes fonctions publiques. Depuis plus d'un an, l'Autorité Palestinienne décide de coupes brutales dans les salaires des fonctionnaires qui relèvent d'elle. Coupe d'au moins 30 % en avril 2017, arrêt des versements en mars 2018, cela jusqu'en juin où seul un demi salaire a été versé... Il n'y a plus d'argent dans les familles pour se fournir en produits frais.

L'incapacité d'écouler la récolte à un prix correspondant aux dépenses de production ne signifie pas seulement l'absence d'argent frais pour la famille de l'exploitant : elle signifie des dettes insurmontables. Dans les conditions de colonisation et de long blocus total, les paysans n'ont plus de liquidité. Le recours au système bancaire est généralisé pour acheter les intrants, en tout premier lieu les semences, payer le travail de labourage, etc. Tout doit être soldé à la récolte : si celle-ci ne peut s'écouler à un prix acceptable, l'endettement est catastrophique.

Deux points doivent ici être mentionnés :

- théoriquement, dans les conditions parfaitement extra-ordinaires de Gaza, le soutien du système bancaire aux producteurs et aux commerçants pourrait être attendu.
- mais ce n'est pas le cas, et les emprisonnements pour dette (jusqu'à trois mois) se multiplient depuis quelques années.

Document 8 : en mai 2018, les paysans s'adressent au monde solidaire pour lever les fonds nécessaires au passage au solaire.

Document 9 : en octobre 2018, c'est un cri d'alarme que relaie l'UJFP.

A call from Khuza'a and Abassan farmers to UJFP

Upon successful completion of the UJFP founded project aimed at connecting to water-lines lands bordering the separation fence, we, farmers of Khuza'a and Abassan who are benefiting from the project, would like to thank you warmly for your effort to provide us with irrigation water at a reasonable price.

Based on this beautiful success, we wish to present the problem that we are facing right now : the amount of water we receive is barely enough to water our plants and trees, such as melons and olives. The lack of electricity (4 hours per 24 hours) in the area prevents the water-tower from performing its work as required. Therefore, we turn to you to help us deliver our call to those who want to help us by donating to buy alternative energy for the water tower.

In this letter, we enclose details regarding our names as farmers benefiting from the project, our land area and our signatures, together with the signature of our respective municipalities.

Farmers beneficiaries of the project

Signature	Number of Dunums	Name	
	11	عبد الناصر أبو طعممة	1
	7	مصطفى الشواف	2
	20	رياض أبو طعممة	3
	10	محمد أبو طعممة	4
	15	شهادة العمور	5
	10	أحمد قديج	6
	5	عاطف السيد	7
	20	مهدي أبو طعممة	8
	3	محمد الناقة	9
	5	حسين بركة	10
	5	سلامة بركة	11
	20	سلمان الشواف	12
	5	كمال طيش	13
	5	خليل أبو مطلق	14
	7	عبد الرحمن أبو طعممة	15
	10	ناقص أبو مطلق	16
	10	أحمد داود	17
	5	سامي قديج	18
	5	محمد أبو صبيح	19
	5	سامي أبو درار	20
	7	محمود قديج	21

نداء من مزارعي خزاعة وعيسان إلى UJFP

بعد إتمام مشروع الخط الناقل الذي تم إنشاؤه بنجاح والذي يهدف إلى ربط برج المياه مع الأراضي الواقعة على حدود السياج الفاصل ، نود نحن ، مزارعي خزاعة وعيسان الذين يستفيدون من المشروع ، أن نشكركم بحرارة على جهودكم لتزويدنا مياه الري بسعر معقول. بناء على هذا النجاح الجميل ، نود أن نقدم المشكلة التي نواجهها الآن: كمية الماء التي نتلقاها بالكاد تكفي لتغذية النباتات والأشجار، مثل البطيخ والزيتون والخضراوات والفواكه . إن قلة الكهرباء (4 ساعات لكل 24 ساعة) في المنطقة تمنع برج الماء من أداء عمله كما هو مطلوب . لذلك ، نلجأ إليكم لمساعدتنا على توصيل دعوتنا لأولئك الذين يريدون مساعدتنا بالتبرع لشراء الطاقة البديلة لبرج المياه. في هذه الرسالة ، نرفق تفاصيل عن أسمائنا كمزارعين يستفيدون من المشروع ، وعن منطقة أراضينا وتوقعياتنا ، بالإضافة إلى توقيع بلدياتنا المعنية.

Farmers beneficiaries of the project

Municipality Khuzaa Municipality Abassan



Area committee



Mokhtar



Mokhtar



Mokhtar



Mokhtar



توقيع كرم بركات

Alerte sur la situation catastrophique des paysans de Gaza Un cri d'alarme de l'association des paysans de Khuza'a et Abasan

Association rurale pour le développement de l'agriculture (RAAD) et Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

L'opiniâtreté des paysans de Gaza, s'obstinant à cultiver leurs champs, sous les balles s'il le faut, est l'une des formes vivantes de la résistance palestinienne. Le mouvement de solidarité en France le comprend clairement, comme l'a bien montré le succès des deux campagnes "Château d'eau" coordonnées par l'UJFP, qui ont permis d'assurer l'irrigation des champs des villages de Khuza'a et d'Abasan, le long de la dangereuse barrière de séparation.

Au cours de l'été 2018, la situation à Gaza a empiré jusqu'à atteindre un niveau de désastre. En grande partie en conséquence de la décision effroyable de l'Autorité Palestinienne de diviser par deux les salaires de la fonction publique. Le fragile équilibre économique a sombré immédiatement.

Dans une population dont le pouvoir d'achat s'est écroulé, les produits de l'activité agricole ne peuvent être vendus à un prix raisonnable : les familles ne peuvent pas se le permettre. Le système précaire, selon lequel les paysans empruntent pour acheter les intrants de la saison de culture commençante (les graines par exemple), sachant qu'ils rembourseront à la vente de la récolte, s'effondre.

Au moment où nous écrivons (octobre 2018), alors que le peuple de Gaza paie un tribut de sang effroyable pour ses pacifiques Grandes Marches du Retour, Gaza fait face à deux immenses menaces supplémentaires : la population ne peut plus s'assurer une nourriture suffisante, et les paysans vont être broyés sous les dettes.

Nous adressons ces appels terriblement urgents à tous ceux qui, à quelque niveau que ce soit, ressentent, ou portent de fait, une responsabilité face à la catastrophe qui vient :

- appel à toutes les personnes de conscience tout autour du monde pour qu'elles imposent au gouvernement israélien la fin du blocus de Gaza.
- appel aux autorités de Gaza pour qu'elles protègent l'activité agricole, en particulier face aux pressions du système bancaire.
- appel à l'Autorité Palestinienne pour qu'elle soutienne la résistance populaire à Gaza au lieu de participer aux châtiments collectifs imposés par l'occupant.
- appel au système onusien présent sur place pour qu'il diffuse l'information sur la situation et propose des réponses de la part de la communauté internationale.
- appel aux instances européennes pour une aide immédiate aux activités productives en danger à Gaza, par exemple pour l'achat d'intrants agricoles.

C'est par l'abandon forcé de la capacité des populations locales à assurer leur vie matérielle que commence et finit un ethnocide. Les agriculteurs assurent une part importante du combat contre ce crime. Ils ont besoin et ils ont droit à notre soutien immédiat.

V

mars 2019

Urgence Gaza saison 3

L'entrelacement de succès et de revers, dont nous venons de donner ci-dessus un écho, ne fait pas plier les paysans, et renforce le fonctionnement collectif.

En encadré, à titre d'exemple, voici en traduction un extrait de relevé des débats envoyé le 22 novembre 2018. Les paysans se rendront à la fin de la réunion au ministère de l'agriculture poser et débattre des questions invoquées.

La réunion s'est tenue à 10 heures, avec une quarantaines de paysans. L'essentiel des problèmes rencontrés par les paysans ont été abordé :

- 1) Les semences corrompues (tomates) vendues par certains négociants, ayant mené à des pertes très importantes pour la plupart des agriculteurs.
- 2) Les insecticides importés d'Israël, inutilisables, ont laissé se multiplier les insectes, conduisant à la destruction des récoltes.
- 3) Le taux élevé de salinité de l'eau, qui empêche de diversifier les cultures, telles que les fruitiers et les agrumes.
- 4) Le blocus, qui pèse clairement sur les paysans par l'impossibilité d'exporter leur production, les confinant au marché local, souvent incapable d'assurer un prix rémunérateur suite à l'effondrement des salaires, conduisant aux méventes et aux pertes.
- 5) L'absence de soutien de la part des institutions locales et internationales, et du ministère de l'Agriculture.

1) La maison des paysans

Le refus de tout ce qui pourrait se rapprocher d'une inféodation, que ce soit aux autorités de Gaza ou à celles de Ramallah, autant qu'à l'offre politique et syndicale d'opposition, est impressionnant. La nécessité de se réunir, pour élaborer et pour interpeller les autorités et/ou les soutiens devient une évidence.

En découlera une demande précise : pouvoir construire un lieu de réunion à gérer et utiliser de manière autonome. À leur demande pressante, l'UJFP lancera le troisième appel au mouvement de solidarité français.

La pertinence des analyses des paysans, depuis le premier appel relayé il y a plus de deux ans par l'UJFP, la possibilité de voir que les équipements achetés par l'argent collecté sont effectivement un très substantiel appui à leur lutte obstinée pour travailler leur terre, ont créé une confiance qui explique la bonne réception par le mouvement de solidarité de cette demande de soutien à leur démarche d'auto-organisation. En deux mois les fonds sont collectés et la maison sort de terre.



Lors de l'inauguration : le mokhtar Abu Jamal et le maire de Khuza'a, M. Abu Rook, manifestement heureux de la force du mouvement paysan

2) Dernière nouvelle, 20 juillet 2019 : la revendication auprès des autorités d'une aide pour le passage au solaire vient d'aboutir !

C'est un grand succès et une belle leçon de ténacité que nous donnent ces paysans de Gaza. L'étouffement de la vie civile et de toute velléité de production par l'étranglement de la fourniture d'électricité est un crime, honteusement toléré par la communauté internationale. Non seulement l'unique centrale électrique a été bombardée en toute priorité à chacune des grandes vagues de bombardements meurtriers (2008-9, 2012, 2014), mais le fuel pour la faire fonctionner, une fois peu ou prou réparée, est acheminé au compte goutte, et la combinaison du blocus, qui décide arbitrairement des denrées qui peuvent entrer dans la bande, et de la grande probabilité que les équipements volent en morceaux sous les bombes, rend le recours aux énergies alternatives hasardeux.

Pourtant, la bande de Gaza est un lieu où le recours à l'énergie solaire est logique, et les délibérations des paysans dont les terres sont irriguées à partir du château d'eau ont fermement conclu à la nécessité de relier la pompe relevante à un ensemble de panneaux solaires, pour pallier, au moins en partie, à l'aléatoire du fonctionnement du réseau. Les responsables gazaouis du projet ont fait établir plusieurs devis dès la fin de l'année 2018. Nous ne nous sentions pas capables, juste au sortir du grand appel de fonds pour l'extension des canalisations, d'être leader. Les paysans vont contacter, avec un dossier très solide, de nombreuses associations à Gaza, comme la fondation MAAN Foundation, CARE Italie et l'UAWC (Union of Agricultural Work Committees), mais aussi leurs autorités à travers le ministère de l'agriculture. Et c'est de ce côté que viendra l'engagement. Les paysans de Khuza'a et Abasan arrachent une bonne place sur la liste des projets nécessitant des panneaux solaires. Ce qui vient de se concrétiser en cette fin juillet 2019 par la livraison imminente des panneaux.



Au pied du château d'eau, les travaux ont immédiatement commencé pour préparer la réception de 96 panneaux solaires, chacun d'entre eux d'une puissance de 330 watts. Un bel ensemble qui devrait efficacement suppléer le réseau défaillant : les prévisions sont d'un apport de 60 % de la puissance nécessaire l'été, 45 % l'hiver.

Les berceaux pour recevoir les panneaux ont été préparés en quelques jours. Les paysans restent très mobilisés, car le projet approuvé par le ministère comportait les 96 panneaux et une nouvelle pompe pour le forage. Ce dernier équipement semble avoir été annulé. Les paysans ont demandé un rendez-vous au ministère pour tenter d'obtenir la totalité du projet originalement accepté.

Mais de toute façon, la fourniture des panneaux solaires est un pas important vers la prise en compte par les autorités de Gaza de l'importance du travail paysan. Cet équipement prend sa place dans le dispositif d'irrigation des terres proches de la barrière de sécurité, projet appuyé depuis trois ans par le mouvement de solidarité français.

Faire société, rester producteurs : le projet initié en 2016 « Un château (d'eau) pour Abu Jamal » suit obstinément sa route, belle alliance de la résistance palestinienne et de la solidarité internationale.

document 10 : troisième appel, 21 mars 2019.

document 11 : la maison des paysans sort de terre, 25 avril 2019.

document 12 : Les panneaux solaires arrivent, 20 juillet 2019.

document 13 : L'UJFP appelle à continuer et amplifier la collecte « urgence Khuza'a saison 3 ».

Document 10 : troisième appel de l'UJFP

« Pour assurer la survie de nos familles
 Pour assurer la survie de nos terres,
 Pour nourrir la population en cage de Gaza,
 pour rester une société en résistance et non des assistés :
 nous, paysans de Khuza'a et d'Abasan,
 décidés à cultiver nos champs envers et contre tout,
 nous nous organisons de façon autonome »

**Troisième appel pour les paysans de Khuza'a et Abasan
 relayé par l'Union Juive Française pour la Paix**

Nous vous avons appelé deux fois déjà, à l'été 2016 et au printemps 2018, au soutien du combat des paysans des villages de Khuza'a et d'Abasan, dont les terres agricoles s'étendent au sud-est de la bande de Gaza. Prenant appui sur un long compagnonnage (des solidaires français ont travaillé sur place auprès des paysans depuis 2011), la rencontre du mouvement de solidarité français et de la volonté inflexible de ces paysans a permis d'enregistrer de grands succès : construction d'un château d'eau, raccordement de quelques cent exploitations grâce à plus de 4 000 mètres de canalisations, soutien à un prix du m³ d'eau suffisamment bas pour que tous les paysans raccordés puissent effectivement profiter de l'infrastructure en place.



Produire en situation de blocus, qui plus est sous le feu de l'occupant, c'est faire face à une situation sans cesse mouvante. Les urgences se sont succédé depuis les derniers raccordements, en décembre 2018 : se rendre indépendant du réseau électrique en grave pénurie en se tournant vers la possibilité de panneaux solaires, obtenir des semences de qualité acceptable, maintenir en état les grands équipements, et surtout, depuis l'effondrement du pouvoir d'achat de la population suite à la décision criminelle de l'Autorité Palestinienne de tailler dans le salaire des fonctionnaires, arriver à vendre les récoltes à un prix possible pour la population mais suffisant pour équilibrer les exploitations. Sur tous ces créneaux les paysans font front.



Pour tenir, ils se sont organisés, de manière totalement indépendante. Méfiants à l'égard des dérives clientélistes des partis politiques, très critiques face aux politiques anti-populaires des deux gouvernements, ils ont formé une association paysanne locale. Ils se tournent vers nous pour que nous les aidions à acheter les matériaux nécessaires à la construction de leur « Maison des Paysans », indispensable lieu abrité où se réunir, dans une situation où débattre et élaborer collectivement est une question vitale.

L'appel de fonds est d'une moindre ampleur que pour les deux grands équipements précédents, mais, compte tenu de la terrible dégradation de la situation socio-politique dans la bande de Gaza, extrêmement urgent.

Aidez à construire la maison des paysans : 5 000 euros pour les moyens de l'autonomie !

document 11 : la maison des paysans sort de terre, 25 avril 2019

Urgence Gaza saison 3: construire la Maison des Paysans Les travaux ont commencé!

Le 25 avril 2019

Il y a quelques semaines à peine, nous relayions l'appel de nos amis, paysans de Khuza'a et d'Abasan :

«Pour assurer la survie de nos familles , pour assurer la survie de nos terres,
Pour nourrir la population en cage de Gaza,
pour rester une société en résistance et non des assistés:
nous, paysans de Khuza'a et d'Abasan,
décidés à cultiver nos champs envers et contre tout,
nous nous organisons de façon autonome»

Les solidaires français répondent positivement, nous en sommes presque à la moitié de la somme nécessaire, et la municipalité de Khuza'a met à disposition un petit entrepôt : s'emparant des ces deux belles réactions, les paysans se mettent au travail immédiatement, avec un double projet ambitieux :

- réhabiliter le bâtiment et terminer la Maison des Paysans avant le mois de Ramadan,
- et construire ensuite, sur la terre initialement prévue pour l'implantation de la Maison, terre prêtée par le mokhtar de Khuza'a, une pépinière sous serre, pour devenir au moins en partie maître de la production de semences, question cruciale pour ces petites exploitation familiales.



Continuons la collecte ! Appel vibrant à nous tous militants, aux comités de solidarité, aux associations !

Là-bas, les paysans, groupés en association autonome, les élus locaux sous l'impulsion de leur maire, les autorités traditionnelles, représentées par l'infatigable mokhtar, veulent croire en l'avenir.

Ici, nous pouvons leur donner raison.

Château d'eau de Khuza'a, dernière nouvelle, 20 juillet 2019:

Les panneaux solaires vont être déployés!

C'est un grand succès et une belle leçon de ténacité que nous donnent ces paysans de Gaza.

L'étouffement de la vie civile et de toute velléité de production par l'étranglement de la fourniture d'électricité est un crime, honteusement toléré par la communauté internationale. Pour pallier, au moins en partie, à l'aléatoire du fonctionnement du réseau, et faisant fi du blocus, qui décide arbitrairement des denrées qui peuvent entrer dans la bande, et de la grande probabilité que les équipements volent en morceaux sous les bombes, les délibérations des paysans de Khuza'a et Abasan dont les terres sont irriguées à partir du château d'eau ont fermement conclu à la nécessité de relier la pompe relevante à un ensemble de panneaux solaires. Ils ont contacté de nombreuses associations à Gaza, comme le PARC et l'UAWC, mais aussi leurs autorités à travers le ministère de l'agriculture. Et c'est de ce côté que viendra l'engagement. Ils arrachent une place sur la liste des projets nécessitant des panneaux solaires. Ce qui vient de se concrétiser en cette fin juillet 2019 par la livraison imminente des panneaux.



Au pied du château d'eau, les travaux ont immédiatement commencé pour préparer la réception de 96 panneaux solaires, chacun d'entre eux d'une puissance de 330 watts. Un bel ensemble qui devrait efficacement suppléer le réseau défaillant : les prévisions sont d'un apport de 60 % de la puissance nécessaire l'été, 45 % l'hiver.

Les berceaux pour recevoir les panneaux ont été préparés en quelques jours. Les paysans restent très mobilisés, car le projet approuvé par le ministère comportait les 96 panneaux et une nouvelle pompe pour le forage. Ce dernier équipement semble avoir été annulé. Les paysans ont demandé un rendez-vous au ministère pour tenter d'obtenir la totalité du projet originalement accepté.



Mais de toute façon, la fourniture des panneaux solaires est un pas important vers la prise en compte par les autorités de Gaza de l'importance du travail paysan. Cet équipement prend sa place dans le dispositif d'irrigation des terres proches de la barrière de sécurité, projet appuyé depuis trois ans par le mouvement de solidarité français.

Faire société, rester producteurs : le projet initié en 2016 « Un château (d'eau) pour Abu Jamal » suit obstinément sa route, belle alliance de la résistance palestinienne et de la solidarité internationale.

Pierre Stambul et Sarah Katz, 23 juillet 2019

Château d'eau de Khuza'a: Les panneaux solaires sont déployés!

Mercredi 31 juillet 2019 /

Les paysans de Khuza'a et Abasan:
passage au solaire, nous y sommes
presque!



Depuis août 2016, à trois reprises, l'UJFP vous a appelés à soutenir le travail et l'existence même des paysans de Khuza'a et Abasan, s'obstinant à cultiver leurs terres agricoles au sud-est de la bande de Gaza, entre leurs deux villages et la dangereuse barrière de séparation. Acte de solidarité à ces gens de la terre, et soutien indispensable à une haute forme de résistance : rester producteur.

Khuza'a 1, août 2016 : L'UJFP lance l'appel : « Construisons ensemble le château (d'eau) d'Abu Jamal ». Le château d'eau est inauguré le 20 décembre 2016.

Khuza'a 2, janvier 2018 : l'UJFP lance le deuxième appel : « Gaza : Adduction d'eau sur les terres agricoles jouxtant la barrière de séparation ». Projet : multiplier par trois le nombre d'exploitations agricoles reliées au château d'eau de Khuza'a. La cérémonie marquant la mise en eau des 4 500 mètres de canalisations supplémentaires se tient le 12 mai 2018.

Khuza'a 3, mars 2019 : l'UJFP lance le troisième appel au mouvement de solidarité français : « Urgence Gaza saison 3 : construire la maison des paysans ». Une demande pressante des paysans, pour lesquels la nécessité de se réunir, pour débattre, décider, et sur cette base interpeller les autorités et/ou les soutiens, devient une priorité. Le meeting inaugural se déroule le 4 mai 2019.



La très belle réponse de multiples composantes du mouvement de solidarité français a permis ces succès. Nous pouvons tous collectivement en être fiers. Et plus encore, fiers de nos camarades gazaouis, qui loin de se reposer sur nous, ont pris appui sur ce que nous pouvions apporter pour développer leur auto-organisation, démarcher sans relâche les organisations présentes à Gaza, et interpeller leurs diverses instances étatiques. Nous l'annonçons il y a une semaine : le ministère de l'agriculture à Gaza vient de fournir les panneaux solaires permettant de pallier à la pénurie du réseau électrique, soigneusement entretenue par les forces d'occupation. Aujourd'hui, ils sont en place, l'ensemble est raccordé et vient d'être mis en fonctionnement !

Par contre la réponse du ministère sur le changement nécessaire de la pompe releveuse, à bout de souffle (20 années de service, déjà réparée deux fois), vient de tomber, et elle est négative (le ministère a signifié que les projets impliquant des panneaux solaires étaient d'un coût déjà très élevé, il ne pouvait satisfaire à une demande d'équipement supplémentaire). Nous avons en caisse une partie de la somme nécessaire (il faudra au minimum 9 000 shekels, quelques 2 400 euros). En continuant et amplifiant la collecte Khuza'a-saison 3, nous pouvons réunir la somme nécessaire au changement de la pompe. Et prouver cette fois encore que les solidaires français épaulent de toutes leurs force leurs camarades paysans à Gaza.



Nous vous appelons à poursuivre et amplifier la collecte ouverte:

Urgence Gaza saison 3: <https://www.ujfp.org/spip.php?article7>

VI

Récoltes 2019

Appel aux représentants français

« Nous sommes broyés entre la misère d'un côté, l'injustice de l'occupation de l'autre »

Ce dossier se clôt, ou peu s'en faut, sur la deuxième proposition de cette phrase désolée : produire dans les conditions du blocus israélien, c'est risquer la mort par balles. En témoigne ce qui suit (document 15), envoyé par douze paysans des terres des deux villages de Khuza'a et d'Abasan, avec lesquels nous avons de solides liens :

« Depuis le début du mois d'Avril, chaque jour, tôt le matin et jusqu'à la fin de l'après-midi, les soldats tirent à balles et envoient des gaz sur tout paysan se présentant sur sa terre ».

La ronde de l'impunité

Cet appel m'a directement ramené quelques six ans en arrière : A l'automne 2013, l'association Unadikum s'efforçait d'alerter le monde (document 14) :

« Rien – si ce n'est la volonté de terroriser, en application du « principe » de la responsabilité de la population civile – ne peut justifier de tirer sur un paysan travaillant son champs. Rien – sauf la longue impunité qui enveloppe ces actes, paresseusement couverte par de pales mensonges, comme le récurrent « a mis en danger la barrière » !.

C'est cette impunité que nous vous appelons à lever.

Appel aux responsables de la communauté internationale :

Les semailles 2013 à Gaza : Zéro mort, zéro blessé, protégez les paysans travaillant leur terre ! Vous, que nous respectons comme responsables de l'Organisation des Nations Unies, vous avez le pouvoir d'imposer que les paysans de Gaza travaillent en sécurité - et par voie de conséquence vous en portez la responsabilité :

- Imposez l'interdiction de tout tir sur les paysans au travail*
- Protégez l'agriculture familiale dans la bande de Gaza, et en particulier le long de la barrière de sécurité (1/3 de toutes les terres agricoles)*
- Imposez le respect et la protection de la population civile à Gaza »*

Combien de temps encore, combien de morts faudra-t-il ?

Sarah

Des semailles de 2013 à la récolte en 2019, la même barbarie : une armée tire sur des paysans au travail – paysans déjà confinés derrière une « frontière » qui a coupé en deux leurs terres depuis... soixante-dix ans.

document 14 : Tirer sur les paysans au travail : il y a 6 ans (2013), les solidaires en appelaient déjà à la communauté internationale

document 15 : appel aux représentants du peuples français, envoyé, pour l'Assemblée Nationale, au Groupe d'études à vocation internationale France Palestine, et pour le Sénat, au Groupe France Palestine. Une lettre de couverture analogue à celle présentée ici, à l'adresse de Monsieur Gilbert Roger, accompagnait l'envoi au groupe du Sénat.

Des extraits en image de la campagne lancée par l'association Unadikum (automne-hiver 2013)



Brigades Internationales Unadikum
campagne : Que la pluie
apporte la vie, pas le sang !

2 juin 2013, est de Jabalia, cheminant en carriole pour aller récolter des pastèques

30 janvier 2013, Beït Hanoun, dans un verger à quelques 300 mètres de la barrière

Ce jeune homme est un paysan du nom de Hamam Mohana Obeed Al Kafarne. Vous le voyez sur son lit d'hôpital, une balle explosive dans la jambe.



Une autre balle a pulvérisé la jambe de son cheval, qui est mort après des jours de souffrances..

Pourquoi ? Le verger où ils travaillaient, un des rares lieux plantés d'arbres, petits mais objets de tous les soins, est à plus de 250 mètres de la barrière. Les paysans y sont très souvent. Mais ce matin du 30 janvier, les soldats ont tiré.



Ahmed Hamadin, fils aîné de sa famille, était le seul à avoir un travail rémunéré. Il est maintenant incapable de travailler pour encore des mois : une balle explosive, cela fait un petit trou d'entrée, mais une blessure de 10 cm à la sortie, laissant une multitude d'éclats dans la chair. Il était tôt ce matin du dimanche 2 juin, les cueilleurs arrivaient juste sur leur point de travail habituel, à des centaines de mètres de la barrière. Ils n'ont même pas vu d'où les coups de feu sont venus.



10 juin 2013, est de Rafah, au travail à une trentaine de mètres de la barrière

Amer Abu Hadayed, 21 ans, travaillait très souvent à l'est de Rafah, comme paysans lors des saisons agricoles, comme manoeuvre autrement. Ce jour là il était à trente mètres de la barrière, un travail habituel, la routine. Mais des soldats sont sortis d'un jeep et lui ont tiré dessus, ainsi que sur les trois autres travailleurs qui étaient avec lui à cet endroit. La poitrine transpercée, il souffrait beaucoup quand nous lui avons rendu visite dans l'unité de soins intensif.



Il faut en finir avec l'impunité des forces armées israéliennes !

document 15 : appel aux représentants du peuple français, page 1

Lettre de couverture pour l'envoi du texte "Ne tirez pas sur des paysans au travail !" au président du Groupe d'études à vocation internationale France-Palestine, M. Bruno Joncour, Démocrates et ap., bruno.joncour@assemblee-nationale.fr

A Monsieur Bruno Joncour

Monsieur,

Vous présidez le Groupe d'études à vocation internationale France-Palestine de l'Assemblée Nationale, et c'est à ce titre que nous vous faisons part en toute urgence de l'appel ci-attaché de paysans de Gaza.

Nous vous prions instamment de vous emparer de cette question. Les élus du peuple français ne peuvent pas résoudre tous les problèmes du monde, évidemment, mais ils peuvent et doivent affirmer nos valeurs communes, et s'exprimer lorsque des lignes rouges fondamentales sont franchies. Pour une armée, tirer sur des paysans au travail dans leur champs est un cas flagrant de telles violations.

Vous le savez, la bande de Gaza, sous strict blocus depuis 12 ans, est en grande souffrance. La volonté des exploitants agricoles de continuer envers et contre tout à prendre soin de leurs terres, et à proposer leurs produits à une population en manques cruels, est exemplaire de la résilience d'une population civile. Absolument rien ne peut justifier que récolter son champs implique de prendre un risque vital. Une parole forte devrait s'élever des représentants du peuple français pour rendre impossible cette violation flagrante des droits de l'homme les plus élémentaires, Nous comptons fermement sur vous.

Béatrice Orès et André Rosevègue, co-présidents de l'Union Juive française pour la Paix (UJFP)

Urgence absolue Moisson 2019 à Gaza : des récoltes sous les balles!

Va-t-on accepter que le choix pour les paysans de Gaza soit de laisser sécher sur pieds leurs récoltes, ou de périr eux-mêmes sous les balles en récoltant ?

« Nous sommes broyés entre la misère d'un côté, l'injustice de l'occupation de l'autre », nous écrit-on de Gaza.

Les mots et les images qui accompagnent l'idée de semailles parlent traditionnellement de promesses, ceux qui accompagnent l'idée de récoltes parlent d'abondance, d'harmonie, de joie de toucher le résultat de son labeur. Mais Gaza est un monde à l'envers : les hautes saisons de cultures, planter et récolter, sont celles où les paysans sont des cibles faciles pour les snipers, et doivent peser les risques entre les balles de l'occupant ou le sacrifice de leur saison de culture.

Nous ne vous parlons pas ici d'idées générales. Cela se passe juste de l'autre côté de la Méditerranée, cela se passe maintenant. Ces paysans existent, appellent. En témoigne ce qui suit, envoyé par douze paysans des terres des deux villages de Khuza'a et d'Abasan, avec lesquels nous avons de solides liens :

« Depuis le début du mois d'Avril, chaque jour, tôt le matin et jusqu'à la fin de l'après-midi, les soldats tirent à balles et envoient des gaz sur tout paysan se présentant sur sa terre ».

Ils témoignent et se nomment :

1_ Yousef Saleh Abu Taima	7_ Omar Zakaria Abu Taima
2_ Nafez Zaki Abu Taima	8_ Salaman Zakaria Abu taima
3_ Ghassan Kawaar	9_ Mohamed ASHRAF Abu Taima
4_ Rasheed Omar Abu Taima	10_ Abu Ahmed Alastal
5_ Gamal Ismail Qadih	11_ Sameer Jumaa Abu Taima
6_ Sami Mahdi Abbotaima	12_ Reyad Abed Alaty Abu Taima

Une partie des champs est en phase de récoltes : les paysans cherchent à récolter tôt cette saison, par crainte des destructions de champs. Ils récoltent actuellement les lentilles. Rappelons que ces produits agricoles ne sont pas seulement le gagne-pain des paysans, ils sont indispensables à la population. Une autre partie des champs est en phase de plantation (légumes, pastèques). Yusuf Abu Taima précise :

« J'ai labouré ma parcelle, située à 200 mètres de la barrière de séparation, il y a un mois. J'ai attendu un mois pour rassembler l'argent des semences. Quand nous avons, avec la famille, voulu semer les graines, les soldats ont tiré à balles réelles juste à nos pieds, jusqu'à ce que nous quittions le champ, rendant son exploitation impossible ».

Les paysans en ont appelé à la Croix-Rouge, intermédiaire officiel entre eux et l'armée israélienne. La Croix-Rouge a répondu qu'elle allait organiser un dispositif permettant de rendre compte de telles violations, mais seulement dans un mois, et pour une période limitée (5 mai au 10 juin), en précisant qu'ils seraient observateurs, mais ne pouvaient garantir la sécurité des fermiers.

Les paysans nous écrivent « Nous en appelons à tous ceux qui croient aux droits humains, qui croient en nos droits, pour qu'ils interpellent les organisations de droits de l'homme et toute la communauté internationale, pour qu'ils fassent pression sur l'armée d'occupation, pour que les paysans puissent travailler la terre librement ».

A l'heure où nous clôturons ce dossier, le groupe Palestine du Sénat a accusé réception de notre courrier et proposé une rencontre à l'automne.

Nous n'avons encore aucune réaction du côté de l'Assemblée Nationale.

Et, pourtant, un regard vers l'avenir :

VII

Une pépinière pour Khuza'a et Abasan !

Le prochain défi des paysans de Khuza'a et Abasan se décline en trois propositions :

- Rester maître de son travail de producteur.
- Donc s'affranchir d'un marché des semences largement vicié.
- Et pour cela créer une pépinière pour produire les semences adaptées aux conditions locales.

1) Mieux se connaître pour une solidarité durable

Puisque nous allons vous demander à tous un investissement durable auprès des paysans de Khuza'a et d'Abasan, nous leur donnons d'abord la parole pour présenter leurs deux villages.

Le village de Khuza'a

Khuza'a est situé à l'est de Khan Younis, et longe la "ligne verte" de 1948. Sa surface est approximativement 4 000 dunums, et sa population approximativement 11 000 habitants. Les réfugiés forment la plus grande partie de la population. Ils ont été arrachés et chassés de leurs maisons et de leurs terres, soit de la ville de Jaffa, soit des terres à l'est de cette ville.

La plupart des habitants de Khuza'a travaillent dans l'agriculture. Les difficultés économiques créées par le siège et le blocus laissent en effet peu d'autres opportunités professionnelles. Pour la plupart des paysans, la terre est le seul moyen de nourrir leur famille. La terre ici est fertile : « c'était le paradis sur cette terre, avant les invasions continuelles et la destruction des champs depuis 2002 jusqu'à aujourd'hui ».

Khuza'a est un petit village, mais il est exemplaire de la ténacité et de la foi des agriculteurs dans leurs terres.

En 2002, la plupart des terres agricoles et des serres ont été mises hors d'usage. Les terres ayant été remises en culture, les destructions se sont déchaînées à nouveau en 2008, avec des centaines d'oliviers et de citronniers arrachés. En 2014, Khuza'a a terriblement souffert, avec de nombreux morts, d'énormes destructions de bâtiments, et un massacre d'arbres fruitiers.

Juillet 2014 a été particulièrement cruel : L'invasion terrestre de l'armée israélienne et les bombardements ont tué des dizaines de villageois et en ont blessé des centaines. Les forces armées israéliennes ont empêché les équipes d'ambulanciers d'entrer dans le village pour prendre en charge les blessés et récupérer les morts, causant ainsi la mort de nombreux blessés à bout de sang. Les corps des morts sont restés plusieurs jours dans les décombres. Au début d'août, les cadavres de dizaines d'habitants du village, tués collectivement par les forces d'occupation, ont été trouvés.

Des centaines de dunums ont été ravagés et des milliers d'arbres déracinés quand le village a été investi.

Au cours des années qui ont précédé ce massacre qui a ravagé le village de Khuza'a, les solidaires étrangers venaient ici se positionner comme boucliers humains pour que les paysans ne soient pas touchés par les balles des soldats israéliens. Ces militants documentaient les violations israéliennes à l'encontre des paysans et des pêcheurs. Cette bonne connaissance mutuelle explique la bonne réception, en 2016, de l'appel des paysans demandant de l'aide pour lever les fonds nécessaires à la construction d'un château d'eau. Grâce à l'appel lancé par l'UJFP en direction du mouvement de solidarité français, nous avons été capables de rassembler les fonds nécessaires, et le château d'eau a été construit, permettant l'irrigation de centaines de dunums des terres de al-Fukhari, Abu Taima et Khuza'a.

A partir de ce moment, les contacts et les échanges entre paysans et donateurs, à travers le relai inlassable de l'UJFP, n'ont fait que se renforcer. Ici, les paysans et les acteurs du projet se rencontrent constamment sur les champs. En France, l'UJFP porte leur parole vers les solidaires. Plusieurs projets ont été ainsi menés à bien jusqu'à présent, comme le décrit ce rapport.

Le bourg d'Abasan

Le gros bourg d'Abasan est situé au sud-est de la bande de Gaza, dans la partie est de Khan Younis, appartenant administrativement à ce gouvernorat, et s'étendant jusqu'à la "ligne verte" établie en 1948.

Abasan-le-grand couvre environ 19 000 dunums. Ce gros bourg se trouve au nord de la ligne verte, au nord-ouest de la ville d'Abasan le vieux, à l'ouest de Bani Suhaila, et à l'est de Khuza'a.

Le secteur agricole est l'un des secteurs économiques les plus anciens pour Abasan, où la plus grande partie de la population dépend essentiellement de cette source de revenus. Pour une production suffisante par rapport aux besoins de la ville, on comptait au début des années 1980 sur quelques 8 300 dunums de terre agricole dépendantes de la pluie. Dix-sept puits permettent l'irrigation de 1 500 acres de terres agricoles.

Au milieu des années 80, le secteur agricole se transforme, avec l'utilisation de serres (sous plastique) pour la culture des tomates, des concombres et des fleurs. La surface en serres atteint 1 000 dunums, et des réserves d'eau aux parois bétonnées et bâchées en facilitent l'irrigation. La ville compte une trentaine de ces réserves construites en béton, et soixante bâchées. Abasan était connu pour ses agrumes et oliviers, avec un nombre d'oliviers atteignant 10 000 arbres, et quelques 5 000 citronniers.

Ce développement des serres reflète l'amélioration de la situation économique du secteur agricole pendant cette période. Mais depuis 1994, avec la mise en place du blocus et les fermetures répétées des frontières imposées par les forces d'occupation israéliennes, rendant impossible les exportations vers les autres régions dépendant de l'Autorité Palestinienne, ainsi qu'au marché israélien, le secteur agricole a commencé à décliner continûment.

La vie est devenue très difficile pour les paysans, beaucoup ont dû abandonner leur ferme. Les forces d'occupation ont aggravé encore la situation au début de l'année 2001, en détruisant au bulldozer des centaines de dunums de terres agricoles, y compris les serres, et ont arraché des milliers d'arbres fruitiers, à l'est et au nord de la ville.

Nous avons beaucoup appris au cours de ces trois années au côté des paysans gazaouis. Un enseignement essentiel a été le rappel qu'une aide ponctuelle, si importante soit-elle, ne peut pas changer décisivement les données du problème de la production en zone occupée. Pour que vive l'activité agricole à Gaza, il nous faut inscrire notre solidarité dans la durée, combiner l'aide pour de grands investissements, comme le château d'eau, avec un soutien au fonctionnement des équipements, permettant de pallier le manque criant de liquidités dans les exploitations agricoles, manque qui les rend hyper vulnérables aux aléas, aussi bien climatiques qu'économiques.

Les paysans de Gaza sont pris dans le déni de leurs droits élémentaires, agressés sur leurs propres terres par une armée se sachant sûre de l'impunité, menacés directement par les armes à feu, voyant leur travail ravagé sous les chenilles des bulldozers, leurs plantes tuées par les défoliants. Ils paient un prix meurtrier aux dispositions assassines des « accords d'Oslo » interdisant toute exportation, même vers les autres territoires de la Palestine morcelée. Mais ils sont pris aussi, comme tant d'autres paysans, dans la bataille mondiale contre la mise en coupe réglée de la planète, qui passe par le déni de la petite exploitation agricole. Ils font face enfin aux tares communes d'un monde dominé par l'argent : des comportements commerciaux crapuleux et un système bancaire impitoyable.

2) L'auto-organisation des paysans de Khuza'a et Abasan

La réponse des paysans de Khuza'a et d'Abasan, nous l'avons vue se déployer au fil des trois années du projet : défendre la culture de leur terre coûte que coûte, gagne-pain de leurs familles, appuyés sur la conscience claire de l'importance pour leur société de leur travail et de leur fonction. Forts de cette volonté, interpellent les différents échelons de la société gazaouie, traditionnels (mohktars), locaux (municipalités, gouvernorat), jusqu'au gouvernement de facto de Gaza. Argumentent auprès des associations (ONGs, ONGIs) les besoins des paysans de la zone.

Au fur et à mesure des premiers succès la parole des paysans s'est renforcée. Et ils ont gagné des soutiens solides. En encadré, de brefs instantanés des interventions de M. Abu Rook, maire de Khuza'a, et l'une de ses propositions pour faciliter l'actions des paysans.

L'investissement de la municipalité de Khuza'a, et en particulier de son maire, auprès des paysans

Extraits du compte rendu de la réunion tenu avec le Ministère de l'Agriculture
le 22 mai 2019

... Le maire de Khuza'a, M. Abu Rook, décrit la dégradation des services fournis par le ministère de l'Agriculture aux paysans en général, et souligne le fossé qui sépare les agriculteurs et les représentants du ministère.

...

Le compte rendu rappelle que le maire avait déjà eu des mots durs en face des représentants du ministère, lors du meeting inaugural de la Maison des Paysans : « C'est le ministère de l'Agriculture qui aurait dû construire cette Maison, mais il ne l'a pas fait. Je

voudrais remercier nos amis de France qui, à l'appel des paysans, ont permis la construction de ce lieu ».

...

M. Abu Rook a invité les représentants du ministère à travailler aux liaisons entre les paysans et les institutions internationales agissant dans le domaine de l'agriculture, pour faciliter l'accès aux aides. Il a aussi suggéré au ministère de former un comité de suivi pour la question de l'agriculture à Gaza, pour faciliter les communications directes entre les paysans et le ministère.

...

[Lors du debriefing de ce meeting avec Abu Jamal, mokhtar, et Mutasem Eleiwa, le responsable gazaoui pour l'UJFP du projet « irrigation »], le maire de Khuza'a a développé une proposition visant à établir un Centre pour l'Agriculture sous les auspices de la municipalité, de manière à doter ce centre d'un cadre juridique solide. Il a souligné la nécessité de créer des projets avec des institutions internationales, pour l'agriculture palestinienne, et particulièrement pour le village de Khuza'a et la « zone tampon ». Dans la mesure où l'appui de documents officiels émanant de la municipalité de Khuza'a peut être une garantie importante pour les donateurs susceptibles d'organiser la levée de fonds, M. Abu Rook certifie que la municipalité de Khuza'a est prête à formaliser tout appel en faveur des paysans.

Le gouvernorat de Khan Younis, interpellé à plusieurs reprises, confesse son manque de moyens d'action, mais reconnaît la légitimité des positions des paysans. Enfin, le Ministère de l'Agriculture a accepté d'inscrire la demande des paysans dans la liste des projets devant bénéficier de la fourniture de panneaux solaires. Un succès arraché de haute lutte, qui couronne la stratégie des paysans : s'appuyer sur les réalisations rendues possibles par le soutien du mouvement de solidarité français pour obtenir de leurs propres responsables une meilleure attention aux besoins des agriculteurs.

Un succès qui permet de mettre maintenant au premier plan un objectif crucial : se rendre indépendants du lobby des semenciers, rester maîtres de l'ensemble de la chaîne de production.

3) Une pépinière, pourquoi ?

Rester maître de son travail de producteur, et pour cela s'affranchir d'un marché des semences largement vicié.

Le système d'achat des intrants à crédit, en espérant que la récolte permettra de solder les dettes (et de vivre !) se révèle un piège terrible. Aucun « filet de sauvetage » n'est institué pour faire face aux aléas financiers, ni par les institutions palestiniennes, ni par les institutions internationales, pourtant largement présentes dans la bande de Gaza. Tout se passe de ce côté-ci comme si la volonté de rester producteur de ses moyens de subsistance n'était pas comprise pour ce qu'elle est, un acte éclatant de résistance, et l'un des rares germes d'espoir pour l'avenir. Comme si la société palestinienne était déjà, dans l'esprit de ces grandes institutions internationales, passée par pertes et profits, seul restant en chantier, au mieux, un devoir humanitaire, soulager la souffrance des individus. En témoigne l'absence de réactions tangibles devant le crime indiscutable que constitue l'épandage d'herbicides sur les cultures longeant la barrière de séparation : courageusement documenté et dénoncé par l'ONG israélienne B'Tselem, silencieusement toléré par l'appareil onusien et la Croix Rouge, pourtant l'interlocuteur servant d'intermédiaire entre les paysans et les forces armées israéliennes.

Le traumatisme créé il y a deux ans par l'achat de semences qui se sont avérées viciées s'entend à chaque instant dans les paroles des paysans. Prendre des risques vitaux, endetter la famille, pour constater qu'on a été les victimes d'intermédiaires crapuleux, cette injustice ne passe pas. La volonté exprimée de longue date de maîtriser l'ensemble de la chaîne de production est alors devenue l'objectif de premier plan.

Créer une pépinière pour produire les semences adaptées aux conditions locales

Les paysans gazaouis sont conscients d'être les héritiers d'une très longue histoire. L'activité agricole ici se perd dans la nuit des temps. La période récente a ravagé cette terre. Arrachage des arbres fruitiers, des oliviers : lorsque vous arpentez la bande de Gaza, vous verrez de beaux citronniers, mais cachés à l'intérieur des villages, entre les maisons. Terres historiques des villages mutilées, inatteignables, démembrées par la barrière de séparation, mises à nues. Pourtant l'attention à la terre n'a pas faibli, l'agronomie attire toujours les étudiants, des travaux sont menés malgré les conditions du blocus.

Sur cette base, les paysans de Khuza'a se savent capables de créer, d'améliorer, des semences pour les adapter aux conditions actuelles de culture. Conscients de leur propre savoir-faire, ils sont aussi demandeurs d'interactions avec les ingénieurs agronomes. Leur pépinière est à leurs yeux aussi l'outil nécessaire pour ces objectifs.

4) Une pépinière, comment ?

Le projet pépinière comporte deux volets :

- il s'agit d'une part d'un investissement matériel important.

Les paysans ont visité plusieurs installations, puis ont fait établir plusieurs devis. L'investissement initial s'établit autour de 34 000 US\$, composé grossièrement pour un tiers du bâtiment et pour deux tiers des équipements de base.

- dans les conditions décrites ci-dessus, l'équilibre économique de la pépinière ne pourra s'établir que progressivement. Comme cela se passe pour l'eau d'irrigation, compte tenu de l'état du blocus et de la fragilité économique de la population, les paysans savent que leur besoin en semences ne sera pas automatiquement solvable. Ils demandent au mouvement de solidarité de prendre cette dimension en compte, en assurant un soutien mensuel, qu'ils évaluent autour de 300 US\$, au moins pour les six premiers mois de fonctionnement.

L'UJFP se porte leader à nouveau pour coordonner les forces de solidarité autour du projet « une pépinière pour les paysans de Khuza'a et Abasan ». Nous souhaitons vivement élargir le périmètre des mouvements et associations qui ont jusqu'à présent répondu à nos appels et permis que se forge la confiance à la base des succès déjà remportés. Nous rédigeons ce rapport dans cet espoir.

Document 16 : L'UJFP lance le quatrième appel : Une pépinière pour les paysans de Khuza'a et Abasan

Document 16 : L'UJFP lance le quatrième appel : Une pépinière pour les paysans de Khuza'a et Abasan



L'UJFP lance un appel pressant à développer la solidarité avec les agriculteurs de Gaza:
Khuza'a saison 4



Les graines de l'avenir :
Pour la pépinière des paysans de Khuza'a et Abasan

Sous la menace des balles, sur leurs terres souvent ravagées par les chenilles des bulldozers et les aspersions de défoliants, soumis à un blocus interdisant toute exportation et décidant arbitrairement les maigres importations, étranglés financièrement pas un système bancaire aussi impitoyable que partout au monde,

Les paysans de Khuza'a et Abasan proclament :

« Nous continuerons à cultiver nos terres, maîtres de nos savoirs et de notre travail, et pour cela, nous demandons votre aide pour échapper au lobby des semenciers et produire nous-mêmes les graines de nos jardins maraîchers. »

Créer une pépinière, cela signifie :

- Échapper au lobby des semenciers et aux intermédiaires sans scrupules
- Valoriser la connaissance de nos terres, adapter nos productions aux qualités de nos terres et aux besoins de notre population

Créer une pépinière, cela demande :

- Créer l'infrastructure : un investissement important, 30 300 euros, qui ne peut se faire sans votre aide
- Dégager les moyens de fonctionnement, en temps de travail et en intrants
- Élaborer des solutions au piège de l'endettement systématique.

Ce dernier point est crucial : après 12 années de blocus complet, les vagues de bombardements pendant lesquelles nos villages ont été envahis et largement détruits, les décisions dramatiques des autorités politiques de tailler dans les salaires des fonctionnaires, faisant flamber la misère des consommateurs, nous paysans n'avons plus aucune liquidité en caisse, et nous ne pouvons qu'acheter tous nos moyens de culture à crédit, pour solder nos dettes à la récolte. Système dramatiquement fragile : c'est pourquoi notre appel comprend une demande de soutien mensuel (250 euros) pour le premier semestre de fonctionnement de la pépinière (1 500 euros).

Cet appel **Khuza'a saison 4** prend le relais du succès de l'appel **Urgence Gaza saison 3**, qui a permis à la fois la construction de la Maison des Paysans et l'achat d'une nouvelle pompe releveuse pour le château d'eau. Vous trouverez le bouton HelloAsso affecté au soutien des agriculteurs de Gaza sur le site de l'UJFP.